

Fête de l'intégration in Esch

Über ihre derzeitige Sensibilisierungskampagne zum Thema "Sans-papiers" hinaus planen die kirchlichen Dienststellen SeSoPI und Pastoralregion Süden eine "Fête de l'intégration" für Ende September. Im Mittelpunkt soll dabei die Beziehung zu den anderen, den Fremden, stehen. Vorgesehen ist eine Podiumsdiskussion zum Thema "Interkulturalität". Außerdem sollen kulinarische Spezialitäten und kulturelle Darbietungen beim Kennenlernen helfen.

Die beiden Organisatorinnen laden alle Interessierten zum Vorbereitungstreffen ein, das am Mittwoch, den 2. Mai um 20 Uhr in den Räumen der Pastoralregion Süden, 32, rue de l'Hôpital, Esch-sur-Alzette stattfindet.

Privatisierung der Weltpolitik

Unter diesem Titel ist in der Reihe "Eine Welt" der Stiftung "Entwicklung und Frieden" eine Textsammlung zu Entstaatlichung und Kommerzialisierung im Globalisierungsprozess erschienen. Die HerausgeberInnen, Mitglieder der Projektgruppe "Global Policy" der Organisation WEED (World Economy, Ecology & Development), sind von der Feststellung ausgegangen, dass private AkteurInnen immer mehr an Bedeutung gewinnen: einerseits die transnationalen Unternehmen, andererseits die nichtstaatlichen Organisationen. Das wirft die Frage auf nach den Konsequenzen für Transparenz, Rechenschaftspflicht, aber auch Effektivität in der Weltpolitik.

Die Privatisierung der Weltpolitik, 24,80 DM, ISBN 3-8012-0299-2

www.weedbonn.org/unreform/privatweltpolitik.htm

De pourcentages et d'objectifs

Les 25 et 26 avril s'est tenue la Réunion Annuelle des Ministres de la Coopération du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE. Le CAD s'est donné quatre objectifs: réduction de la pauvreté, développement durable, prévention des conflits et développement du commerce. Deux ans après Seattle, on s'étonne que les défenseurs du quatrième objectif s'acharnent à mettre en avant les trois premiers.

Un communiqué signale que Charles Goerens y participera et que le Luxembourg "fait l'objet d'une attention particulière" parce que notre aide publique au développement dépasse 0,7 pour cent du PIB. Le communiqué oublie de préciser que le budget de notre armée dépasse largement ce pourcentage. Malheureusement l'intervention semble être la forme de "prévention des conflits" favorite des pays riches.

"COMPAGNONS D'EUROPE"

L'insertion par la mobilité



Une expérience professionnelle à l'étranger facilite l'intégration au monde du travail.
(Photo: Hilde Leubner)

Le projet européen ESTRA, dont co-labor assume la coordination, veut devenir le fil d'Ariane des initiatives européennes contre l'exclusion. Paul Delaunois, gérant de la coopérative, répond à nos questions.

WOXX: On connaît les programmes d'échanges d'étudiants au niveau européen. Mais quel sera le public auquel s'adresse ESTRA (European Social Exchange and Travel Agency)?

Paul Delaunois: Co-labor se préoccupe depuis 1983 des personnes les plus éloignées de

l'emploi au Luxembourg. Dans cette logique, nous nous adressons prioritairement aux publics en difficulté, à celles et à ceux qui n'ont pas de relations à Londres ou à Madrid pour leur trouver un stage ou une expérience professionnelle, ni pour les accueillir, les héberger, leur faire découvrir le pays d'accueil. Bref, tout ce dont bénéficient les enfants qui font des échanges scolaires, les étudiants et les chercheurs dont les séjours sont organisés par les universités ou les laboratoires, et qui, de plus, jouissent d'un bagage social, culturel et linguistique qui facilite largement leur intégration.

Comment une expérience à l'étranger pour des personnes en difficulté peut-elle favoriser leur intégration dans leur pays d'origine? Est-ce que les patrons potentiels en tiennent vraiment compte?

Une expérience vécue à l'étranger agit comme un extraordinaire "accélérateur d'insertion". Lorsqu'une personne bouge, s'immerge dans un environnement inhabituel, tout bouge dans sa tête. Vivre une expérience professionnelle à l'étranger, cela signifie une dynamique de formation et de qualification, non pas tant à un métier précis qu'à l'adaptation au milieu.

Nous sommes en train de mettre en place, dans le cadre de ce projet, un diplôme de "compagnon d'Europe" qui entraînera une reconnaissance de ces expériences auprès des futurs employeurs.

Quel sera l'impact au niveau luxembourgeois? Com-

bien de personnes seront concernées? Quels sont les moyens que vous aurez à votre disposition?

Le projet ESTRA a comme ambition de développer un réseau de lieux d'accueil pour les compagnons de l'insertion, sur tout le territoire européen. Actuellement, nous regroupons des partenaires en Allemagne, en France, en Espagne, en Belgique, en Suisse et au Luxembourg. En même temps, nous sommes en contact avec des structures des Pays-Bas, de l'Irlande, du Royaume-Uni, d'Italie et de la Grèce, qui montrent toutes un grand intérêt pour notre projet.

Au terme de cette année, le Réseau ESTRA regroupera au moins 50 structures en relation directe avec le public-cible dans dix pays de l'Union Européenne. Ainsi, sur base volontaire, plusieurs dizaines de jeunes ou moins jeunes Luxembourgeois pourront expérimenter notre dispositif et acquérir une expérience à l'étranger.

Au plan européen, le projet est doté de 200.000 Euros. Cela paraît ridicule par rapport à vos ambitions. Ne faudrait-il pas des moyens plus importants pour faire avancer l'Europe sociale?

L'Europe sociale est le talon d'Achille de la construction européenne et les premières avancées dans ce domaine sont timides, mais on avance (cf. le sommet de Nice en décembre dernier). Cependant, nous sommes convaincus que l'Europe sociale se réalisera avant tout par les femmes et les hommes, et qu'il est indispensable d'inclure dans ce processus les publics les moins préparés d'un point de vue culturel et social. L'ensemble des citoyens doit s'approprier l'Europe comme territoire de leur développement personnel.

Entretien: Richard Graf

Renseignements:
co-labor,
105, route d'Arlon,
L-1140 Luxembourg;
tél.: 447883;
co-labor@team.lu

"Lady Rosa of Luxembourg"
Lettre ouverte de soutien du Casino-Luxembourg

Nous disons clairement ici que nous ne sommes pas d'accord avec les accusations de blasphème et d'injure que constituerait, selon certains, l'oeuvre "Lady Rosa of Luxembourg" de l'artiste croate Sanja Ivekovic. Réalisée dans le cadre de l'exposition "Luxembourg. Les Luxembourgeois" - qui a pour objectif "de contribuer à ce que le débat général sur la vie dans la cité moderne puisse continuer en s'intensifiant, orienté résolument vers le futur", en posant aussi des questions sur notre identité et sur notre culture -, "Lady Rosa of Luxembourg" est une création autonome qui ne touche en rien à l'intégrité physique et morale de la "Gëlle Fra" qui lui a servi de référence: elle est, au contraire, une contribution artistique, originale et sensible, à la mémoire des souffrances des femmes en temps de guerre et à la réflexion sur l'utilisation de l'image de la femme dans nos sociétés contemporaines. Toute interprétation visant à en faire une insulte au monument original, à la mémoire des héros morts pour la patrie ou au sculpteur Claus Cito, ne peut être que le résultat d'un malentendu - qui devrait être dissipé suite aux informations largement diffusées sur les intentions artistiques de l'oeuvre - ou d'une attitude malveillante.

Nous manifestons par ailleurs notre inquiétude et notre perplexité face à la violence des attaques verbales - qui n'ont de pareille que la violence des attaques subies par la "Gëlle Fra" lors de son érection en 1923, mais, en plus, entachées aujourd'hui de relents xénophobes - et physiques (tentative d'arrachement des textes et inscriptions altérant son aspect visuel) dont a fait l'objet "Lady Rosa of Luxembourg": elles témoignent d'un manque de respect évident pour la liberté d'expression et des idées d'autrui, ainsi que d'un profond mépris pour la création contemporaine dans son ensemble, parce que celle-ci est à même d'interroger des aspects sensibles de notre société actuelle. Il est de notre devoir de discuter ces derniers dans des débats raisonnés et contradictoires.

Enfin, nous nous opposons unanimement aux appels à la censure et à ce que les responsables politiques exercent un contrôle sur le contenu des activités artistiques. Ces pratiques, d'un autre âge et courantes sous des régimes de triste mémoire, ne seraient pas dignes d'une démocratie, et nous nous déclarons donc solidaires de tous les responsables politiques qui se refusent à vouloir s'ingérer dans la création artistique.

(ceux qui veulent se joindre à cette liste peuvent envoyer leur nom et signature par fax au 22 95 95 ou par e-mail au lauref@pt.lu):

Liste des signataires: Jean Back, Marie-Claude Beaud, Fabienne Bernardini, Guy Dockendorf, Laure Faber, Catherine Gaeng, Jo Kox, Enrico Lunghi, Christiane Thoma, Christine Walentiny